

LES DÉFIS DU  
**CAPITALISME**



ARNAUD PAUTET

Avec la collaboration de Francis Plancoulaine

# LES DÉFIS DU CAPITALISME

COMPRENDRE L'ÉCONOMIE DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE

DUNOD

Conseiller éditorial : Éric Berr  
Mise en pages : Lumina Datamatics

© Dunod, 2021  
11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff  
[www.dunod.com](http://www.dunod.com)  
ISBN : 978-2-10-082075-7

*À mon frère Vincent.*



## REMERCIEMENTS

J'adresse des remerciements tout particuliers à Bruno Roche, qui m'a offert l'hospitalité du Collège supérieur, où eurent lieu les conférences qui ont donné la matière de ce livre ; à Francis Plancoulaine, pour ses conseils si précieux depuis maintenant dix ans, son éclairage et sa rigueur au moment de la relecture du texte ; à Éric Berr, pour son enthousiasme sur ce projet et ses conseils de lecture ; et bien sûr à mes éditrices, Anne-Sophie Bourg et Sara Pereira, pour leur rigueur, leur professionnalisme et la simplicité de nos échanges.





# PRÉFACE

La crise sanitaire que nous vivons depuis le printemps 2020 et la crise économique qui en découle interrogent nos pratiques et bousculent nos certitudes, déjà ébranlées après la crise financière de 2007-2008. Ces événements doivent toutefois être replacés dans un contexte plus général. En effet, le capitalisme contemporain, en particulier sous sa forme libéralisée et financiarisée, est responsable d'une instabilité croissante qui débouche sur des crises économiques à répétition. Il est également responsable d'une crise écologique dont la résolution sera l'un des enjeux majeurs du XXI<sup>e</sup> siècle, montrant ainsi que nous sommes entrés dans l'ère de l'anthropocène, définie par le géochimiste Paul Crutzen comme une ère dans laquelle l'évolution de la Terre serait principalement déterminée par les activités humaines. Faire face au changement climatique est assurément le plus grand défi à relever au cours de ce siècle, et cela impose de réinterroger nos modes de vie et nos pratiques économiques, donc d'apporter de nouvelles réponses aux grandes questions économiques qui agitent le capitalisme.

C'est à cette tâche que s'attelle Arnaud Pautet dans un ouvrage qui présente deux particularités qui sont autant d'atouts à mes yeux. Tout d'abord, l'auteur replace les grandes analyses économiques et les débats qui parcourent la science économique dans une perspective historique tout en les confrontant aux apports d'autres disciplines, montrant en cela que l'économie est avant tout une science sociale. Ensuite, il n'hésite pas à donner la parole aux acteurs principaux – présents ou passés – des grands débats qui ont traversé l'histoire du capitalisme et continuent de le questionner.

Fort de cette démarche, et dans un style très agréable à lire, Arnaud Pautet revisite les grandes questions de l'économie ainsi que les réponses qui leur ont été apportées et qui ont façonné l'évolution du capitalisme. Ainsi en est-il du rôle de la croissance et de son lien avec la prospérité et le bien-être. La croissance est-elle indispensable, en vertu du principe selon lequel « plus = mieux », ou bien doit-elle être « verdie » ou même remise en

cause ? Ainsi en est-il également de l'impact des inégalités. Sont-elles un moteur ou un frein au développement ? La mondialisation conduit-elle à leur augmentation ? L'auteur s'intéresse aussi au rôle joué par les grandes catégories d'acteurs économiques que sont les entreprises, les ménages et les institutions financières. Quel est l'impact du passage d'un capitalisme managérial à un capitalisme actionnarial ? Quelle place pour le travail dans nos sociétés, et quelles formes doit-il prendre ? Tandis que les crises financières se sont multipliées au cours des trois dernières décennies, quelle place accorder aux marchés financiers et aux banques et, plus largement, comment financer l'économie ?

Reprendre ces débats, à l'aune des contraintes de notre époque, est indispensable si l'on veut comprendre le monde économique qui nous entoure et envisager de le modifier dans un sens plus soutenable, tant socialement qu'écologiquement. Cet ouvrage nous y aide assurément.

Éric Berr

Maître de conférences en économie à l'université de Bordeaux

# AVANT-PROPOS

## Le capitalisme est-il mortel ?

« *Le vice inhérent au capitalisme consiste en une inégale répartition des richesses. La vertu inhérente au socialisme consiste en une égale répartition de la misère.* »

Winston Churchill, Chambre des Communes,  
22 octobre 1945.

Comme souvent, l'emblématique Premier ministre britannique balayait d'une boutade les arguments de ceux qui, à la Chambre des Communes, pointaient du doigt les dérives d'un capitalisme jugé responsable de la grande dépression et de la Seconde Guerre mondiale. L'échec économique des régimes communistes depuis, avec en point d'orgue l'implosion soviétique en 1991, sembla confirmer la prophétie du « Vieux Lion », en reléguant le communisme au « passé d'une illusion » (F. Furet). Les apôtres du capitalisme, célébrant leur victoire, entérinèrent alors la fin des idéologies et péchèrent peut-être par trop d'optimisme en le déclarant éternel.

Le capitalisme peut-il lui aussi mourir ? Cette question, sans cesse posée à l'occasion des crises économiques, continue de susciter chez les experts de vifs débats. Fréquemment, ceux-ci révèlent un désamour pour ce système économique, pourtant à l'origine d'un cycle de prospérité inédit dans l'histoire de l'humanité. Jean Ziegler, sociologue altermondialiste reconnu, ne sous-titrait-il pas son récent ouvrage *Le capitalisme expliqué à ma petite-fille* (2018), « en espérant qu'elle en verra la fin » ?

Les grands théoriciens de l'économie politique ont, de longue date, tenté de répondre à cette question et, la plupart du temps, positivement. David Ricardo théorise la loi des rendements décroissants dès 1817 dans *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* : les niches de profit s'amenuisent du fait de la productivité décroissante du capital. Expliquant que les rendements agricoles sont voués à baisser, en raison de la mise en culture de nouvelles terres moins fertiles sous le coup de la

pression démographique et de la demande croissante des acteurs économiques, Ricardo conclut à l'inévitable effondrement de l'efficacité marginale du capital à travers la rente foncière. Karl Marx, dans *Le Capital* en 1867, déduit de son hypothèse de la baisse tendancielle du taux de profit, la disparition inéluctable du capitalisme comme mode de production. Il doit périr car il généralise l'exploitation du plus grand nombre, conduit à l'aliénation, à l'appauvrissement, donc à la lutte des classes menée par une avant-garde prolétarienne, issue des classes moyennes bourgeoises qui se sont réveillées et ne sont pas restées les esclaves passives d'un profit érigé en totem. Joseph A. Schumpeter, lui, pense au contraire que le capitalisme périra de ses succès. « Le capitalisme est en voie d'être tué par ses réussites mêmes », confie-t-il dans *Capitalisme, socialisme et démocratie* (1942). Il a apporté la sécurité et mène la société à un processus toquevillien d'égalisation des conditions ; mais en favorisant la démocratie, le capitalisme produit les conditions de sa propre contestation. En confortant l'individualisme par la valorisation de la maximisation des gains individuels, il rend les individus incapables de reconnaître ses propres bienfaits : accès à la consommation, préservation de la liberté d'entreprendre, sécurisation des conditions individuelles offertes par un État de droit, etc. Plus proche de nous, Jeremy Rifkin croit pour sa part à « l'éclipse du capitalisme<sup>1</sup> », et imagine l'essor d'une économie collaborative à la périphérie du marché, qui ne subsiste que par quelques îlots de profit.

Jusqu'à ce jour cependant, le capitalisme a déjoué tous les pronostics, car il dispose d'une qualité exceptionnelle : sa plasticité. Contrairement au communisme, il n'a pas prévu sa propre fin, laissant à ses acteurs un champ infini des possibles. Comme le montrent très bien les penseurs de l'École de la régulation<sup>2</sup>, chacune des crises traversées a été l'occasion d'un *aggiornamento* de ses institutions. Le capitalisme innove constamment et, tel le phénix, renaît de ses cendres, laissant dans son sillage la vieille économie et parfois un champ de ruines. Il n'est qu'à

---

1. RIFKIN J., *La nouvelle société du coût marginal zéro : L'Internet des objets, l'émergence des communaux collaboratifs et l'éclipse du capitalisme*, Babel, 2016.

2. BOYER R., *Économie politique des capitalismes. Théorie de la régulation et des crises*, La Découverte, 2015.

regarder aujourd'hui la santé des anciens bassins houillers français pour mesurer la difficulté des territoires à basculer d'un cycle à un autre. Joseph A. Schumpeter semble avoir vu juste : un nouveau monde se développe à la périphérie de l'ancien, les innovations de rupture faisant naître un nouveau cycle vertueux<sup>1</sup>. Dans un schéma darwinien, les entreprises enkystées dans la routine du « circuit », incapables de saisir le mouvement, disparaissent ; celles qui prennent des risques, réinventent le marché, innovent en un mot, raflent la mise, du moins pour une infime partie d'entre elles. La mondialisation a exacerbé cette sélection naturelle par le marché global : pour cent start-up qui voient le jour, moins de cinq sont en vie deux années après leur lancement. *Winner takes all*, le premier arrivé remporte la mise. Les pépinières d'entreprises développées par les *business angels*, à l'instar de la « Station F » de Xavier Niel à Paris, opèrent toutes sur le même principe : financer cent idées, dont on pressent que quelques-unes seulement sont viables, le rendement de l'investissement étant garanti par le succès fulgurant d'une infime minorité d'entrepreneurs. La pépinière permet de réduire les coûts (*coworking* et *fablabs* partagés par toutes les organisations, une collaboration rendue possible par des logiciels simples le plus souvent libres de droits) et favorise l'ébullition des cerveaux en déléstant les *start-upers* des tâches éloignées de la création de concepts (comptabilité, logistique, etc.). Le capitalisme repose sur un élitisme paradoxal : très peu d'élus se partagent les gains, mais pour que ces gains soient durables, il faut diffuser la consommation de ces biens et services au marché le plus large possible, et le capter ensuite par une offre spécifique.

Pour mieux comprendre les passions contraires que ce système économique nourrit, il faut revenir à son histoire longue, et notamment aux liens complexes qu'il a tissés avec l'État, du moins en Occident. L'anthropologue Jack Goody<sup>2</sup> et l'historien Kenneth Pomeranz<sup>3</sup> ont bien montré que le capitalisme puise

---

1. SCHUMPETER J.A., *Théorie de l'évolution économique. Recherche sur le profit, le crédit l'intérêt et le cycle de la conjoncture*, 1911 (traduction française 1935, préface de François Perroux).

2. GOODY J., *Le vol de l'histoire, comment l'Europe a imposé le récit de son passé au reste du monde*, Gallimard, 2010.

3. POMERANZ K., *Une grande divergence. La Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*, Albin Michel, coll. « Bibliothèque de l'évolution de l'humanité », 2010.

ses racines, lointaines, en Asie, en Chine notamment où l'on pratique le prêt à intérêt depuis des millénaires. Le premier n'hésite pas à parler d'un « vol de l'histoire » par les Européens, qui ont accaparé la paternité du capitalisme en en faisant une spécificité occidentale. En Europe, même si les prémices du capitalisme existent dans les villes de foire dès le XIII<sup>e</sup> siècle, sa dynamique (au sens de Braudel<sup>1</sup>) peut être datée de la Renaissance. Le capitalisme et l'État sont alors nés d'un intérêt commun : l'État affirmait sa puissance financière en confiant à des compagnies à monopole l'exploitation des routes commerciales vers ce que l'on n'appelait pas encore l'Extrême-Orient (compagnies des Indes orientales au XVII<sup>e</sup> siècle). Il pactisait peu à peu avec des banquiers qui percevaient pour eux l'impôt ou imprimaient du papier-monnaie (John Law sous Philippe d'Orléans). L'État encourageait donc le développement de cette sphère supérieure de l'économie de marché, sa perversion aussi, comme l'explique brillamment Fernand Braudel. En procédant ainsi, il nourrissait en son sein son pire ennemi, encourageant des logiques transnationales et la constitution d'une « ligue des capitalistes » (Adam Smith<sup>2</sup>) qui œuvrait à la destruction des frontières, sanctuarisées alors par ces mêmes États. Jusqu'alors, l'État était capable de reprendre la main sur des banquiers ou des marchands devenus ombrageux, tels Jacques Cœur au XV<sup>e</sup> siècle, contraint à l'exil après la mort de sa protectrice Agnès Sorel parce qu'il avait acquis une puissance dangereuse pour les puissants, jusque dans l'entourage royal. À partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, ces élites fortunées ont acquis une totale indépendance.

L'heure est ainsi venue, à partir de 1830, du « désencastrement » de l'économie de la sphère sociale et politique, comme l'explique magistralement Karl Polanyi<sup>3</sup>. Il faudra la triple catastrophe des deux guerres mondiales et de la Grande Dépression de 1929 pour que l'État reprenne la main, et se dote d'armes nouvelles (fiscalité renouvelée, États-providence) pour contraindre le désir d'enrichissement personnel au nom de l'intérêt supérieur de la collectivité et de la nation. Un compromis

1. BRAUDEL F., *La dynamique du capitalisme*, Flammarion, coll. « Champs », 2014.

2. SMITH A., *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, rééd. Garnier-Flammarion, 1999.

3. POLANYI K., *La grande transformation*, Gallimard, coll. « Tel », 2009.

entre l'État et le marché<sup>1</sup> s'installait pour une durée de trente ans, avec en toile de fond le souvenir traumatique de ce désencastrement. En laissant proliférer les inégalités, de revenus et de patrimoine, ce capitalisme libéral du XIX<sup>e</sup> siècle avait produit la guerre industrielle, la misère et les totalitarismes. Un consensus s'était fait jour pour mieux protéger les travailleurs (Organisation internationale du travail), lutter contre le sous-développement (banque internationale pour la reconstruction et le développement), stabiliser le commerce international en instaurant à Bretton Woods en 1944 un système monétaire international stable (Fonds monétaire international) et en faisant refluer le protectionnisme jugé coupable de la guerre des monnaies dans l'entre-deux-guerres par la signature du *General Agreement on Tariffs and Trade* en 1947.

Ce consensus s'est évanoui au seuil des années 1970 : sur fond de crise géopolitique et de conflits israélo-arabes, l'explosion des prix du pétrole avait généré un afflux extraordinaire de pétrodollars, investis sur des places financières occidentales, et cet afflux fragilisait le SMI (système monétaire international) de Bretton Woods. Trop abondant à l'extérieur des frontières états-uniennes, le dollar devenait un problème, et la stabilité des monnaies était compromise. Les politiques monétaires expansionnistes créaient une inflation galopante annihilant les bienfaits keynésiens attendus : jusqu'alors, cette inflation était modérée et tolérée car elle permettait de rester sur un sentier de croissance et de lutter contre le chômage. Dorénavant, les gains de productivité faiblissaient, et avec eux la croissance ; et le chômage progressait en même temps que l'inflation dans les pays riches. La seconde révolution industrielle étant épuisée, et la troisième pas encore advenue, on tardait à voir apparaître un nouveau cycle schumpétérien. Dans les pays pauvres, la situation n'était guère meilleure : malgré la croissance, les pays émergents devaient faire face à l'appréciation de leurs dettes souveraines, libellées en dollars. En 1982, plusieurs pays latino-américains étaient en situation de banqueroute, et

---

1. Sur les liens complexes entre l'État et le marché, on conseillera la lecture du remarquable ouvrage de Paul DE GRAUWE, *Les limites du marché : l'oscillation entre l'État et le capitalisme*, De Boeck, 2015.

ne trouvaient plus de créanciers. Pour être abondées en liquidités par le FMI, ces économies devaient accepter de douloureux programmes d'ajustement structurels, visant à réduire les dépenses publiques et à libéraliser davantage leurs marchés, notamment leurs banques. On basculait vers un nouvel ordre économique, dominé par les théories monétaristes de Milton Friedman. L'inflation était la source de tous les maux contemporains : l'École de Chicago rayonnait partout dans le monde, à Washington bien sûr, mais aussi au Chili (les fameux *Chicago Boys*<sup>1</sup> de Pinochet)... L'Europe adaptait ces théories de manière plus sophistiquée, en faisant sienne les principes de l'ordolibéralisme allemand, incarné par l'imposante figure du chancelier Helmut Kohl : son maître mot était la désinflation compétitive, accompagnée d'un marché du travail où dominaient la protection et la négociation. La France, qui choisissait alors de faire cavalier seul en gardant le cap keynésien, devait faire l'amer constat de son échec dès 1983, et s'engager à son tour sur la voie de la rigueur<sup>2</sup>.

La crise de 2007, dernier avatar à ce jour des désordres causés par un capitalisme de plus en plus détaché de l'impératif de justice sociale, est apparue aux yeux des observateurs comme un « infarctus libéral<sup>3</sup> ». Convalescent, le capitalisme est-il à nouveau capable de changer ses propres règles pour survivre ? Assurément, il est dans une période de transition. À sa périphérie, on sent bien un bouillonnement d'innovations pour remédier à ses errances, de la part des acteurs de terrain : la mode des circuits courts et de l'agriculture raisonnée semble en rupture complète avec la globalisation du commerce international ; des salariés de plus en plus nombreux veulent réenchanter leur quotidien en tentant l'aventure du travail indépendant, ou en s'adonnant au bénévolat pour donner un sens à leur existence, qu'ils ont perdu dans leur univers professionnel<sup>4</sup> ; les *business schools*

---

1. Économistes chiliens formés aux États-Unis à l'université de Chicago où dominaient les idées monétaristes de Milton Friedman.

2. Sur cette nouvelle révolution française, on conseillera SIRINELLI J.-F., *Les révolutions françaises, 1962-2017*, Odile Jacob, 2017.

3. Expression empruntée à CHAVAGNEUX C., *Une brève histoire des crises financières, des tulipes aux subprimes*, La Découverte, 2013.

4. Voir sur ce point l'essai éclairant de GOMEZ P.-Y., *Intelligence du travail*, Desclée de Brouwer, 2016.



développent des chaires de finance éthique et d'entrepreneuriat, lassées de produire en série des étudiants désireux de s'orienter vers la finance de marché. En son cœur, cependant, la révolution reste un vœu pieux : les décideurs économiques et politiques se satisfont pleinement de la signature d'accords méga-régionaux (CETA) qui renforcent l'agriculture productiviste, aux antipodes des désirs des consommateurs occidentaux (soutien à l'économie locale, qualité et traçabilité des aliments, réduction de la facture carbone des productions, refus de cautionner des conditions de travail inévitables dans des pays moins réglementés que ceux de l'OCDE, etc.). Le salariat continue à représenter 9 emplois sur 10<sup>1</sup>, et le management reste le plus souvent vertical, bien loin de l'entreprise libérée popularisée en France par Isaac Getz<sup>2</sup>. Et les candidats au *trading*, parmi les cohortes de jeunes diplômés des écoles de management, restent toujours aussi nombreux. L'aiguillon des rémunérations ne peut que renforcer cette tendance : pour faire fortune, mieux vaut s'orienter vers la finance que vers les ressources humaines. Loin de périlcliter, le capitalisme et avec lui l'esprit de compétition et le désir de profit n'ont jamais semblé aussi puissants. Ils ont investi jusqu'à la sphère de l'intime et font leur miel de nos angoisses les plus profondes. L'économie de plateformes réalise ainsi des gains colossaux sur la peur de l'échec scolaire (Academia), amoureux (Meetic), sexuel (songeons au Viagra, commercialisé au départ par Pfizer pour lutter contre l'angine de poitrine). Demain, par l'association des innovations sur l'intelligence artificielle, la génétique et les biotechnologies, elle investira, pourquoi pas, le champ de la procréation, de la création d'organes, alimentant les rêves les plus fous des apôtres du transhumanisme. Parmi eux, les techno-optimistes les plus radicaux ne sont pas sans rappeler les alchimistes qui, jadis, souhaitaient transformer le plomb en or et rêvaient aussi d'immortalité...

Ces « signaux faibles » du changement ont dicté les choix thématiques qui structurent cet ouvrage. Il s'agissait d'éclairer le

---

1. BARTHÉLÉMY J. et CETTE G., *Travailler au XXI<sup>e</sup> siècle, l'ubérisation de l'économie ?* Odile Jacob, 2017.

2. GETZ I., *L'entreprise libérée : comment devenir un leader libérateur et se désintoxiquer des vieux modèles*, Fayard, 2017 ; pour revenir aux sources : PETERS T., *L'entreprise libérée*, libération management, Dunod, 1993.

paradoxe d'un capitalisme au seuil d'un nouveau cycle d'innovations majeures et de progrès indéniables (pour notre santé, notre alimentation, notre énergie...) et devenu pourtant anxiogène.

Une rapide revue de presse permet de dresser un constat sans appel : la globalisation alimente les inégalités ; la croissance épuise nos ressources ; la technologie vole nos emplois ; les banquiers avides prennent des risques, et les dommages qui en résultent doivent être mutualisés et assumés par les citoyens ; plus grave encore, l'entrepreneur aspire souvent à devenir un rentier ! Au fil des pages, le lecteur pourra se détacher de ces assertions apocalyptiques. Le capitalisme contemporain produit effectivement des dommages sévères pour les plus vulnérables ; maintenant, il fragilise aussi les classes moyennes des pays riches, principales victimes de l'automatisation des tâches hier dévolues aux professions intermédiaires. Mais il offre aussi une formidable opportunité aux classes laborieuses des pays pauvres, dont beaucoup ont pu franchir le seuil qui les séparerait des classes moyennes. La dorénavant célèbre « courbe de l'éléphant » (Branco Milanovic<sup>1</sup>) a permis de formaliser ce qui jusqu'à présent relevait de l'intuition. Mais la consommation à tous crins dans les pays développés et émergents met en péril les équilibres écologiques : comment ne pas être effaré en songeant que la Chine a consommé autant de ciment depuis 2000 que les États-Unis tout au long du xx<sup>e</sup> siècle, posant en creux la question de la raréfaction du sable sur la planète ?

Cependant, l'accès à la consommation de base des plus vulnérables dans le monde permet à certaines catégories de sortir de l'extrême pauvreté et de la précarité alimentaire ; ouvre à des entreprises en difficulté des marchés porteurs dans ces pays neufs<sup>2</sup>... Le développement du capitalisme en Afrique, où la population va doubler d'ici à 2050, est sans doute un problème, mais il est aussi une partie de la solution, s'il s'accompagne d'un renforcement du capital humain, social et institutionnel permettant d'éponger la créativité et le dynamisme d'une jeunesse qui pèsera alors un tiers de la population du continent.

---

1. MILANOVIC B., *Inégalités mondiales, le destin des classes moyennes, les ultra-riches et l'égalité des chances*, La Découverte, 2019.

2. SEVERINO J.-M. et HADJENBERG J., *Entrepreneuse Afrique*, Odile Jacob, 2016.

Contrairement aux Français, les Africains accueillent dans leur ensemble favorablement une mondialisation qu'ils construisent et transforment : cette « mondialisation des pauvres<sup>1</sup> » renforce les interfaces frontalières, crée de nouvelles routes commerciales majeures (du Sahara à la Chine en passant par le Levant), etc. Bien sûr, ce capitalisme est violent et inégalitaire, comme le fut celui des barons pillards du capitalisme américain du XIX<sup>e</sup> siècle (J. D. Rockefeller, A. Carnegie, etc.). Il se construit sous la dépendance d'une nouvelle puissance mercantile, la Chine, qui a de longue date jeté son dévolu sur le continent africain, rapidement perçu comme une nouvelle frontière. Zhou Enlai<sup>2</sup>, déjà dans les années 1960, avait fait une longue tournée africaine pour se concilier les États africains membres de l'ONU, alors dans l'optique d'obtenir leur soutien pour que la Chine se substitue à Taiwan au Conseil de sécurité de l'ONU. Le président Hu Jintao avait, dans les années 2000, réussi à imposer la Chine dans les secteurs clés pour l'avenir du continent : dans le pétrole, en restant par exemple au Darfour malgré la guerre qui avait fait fuir les majors étrangères ; dans le bâtiment, en rénovant des aéroports, en construisant des routes au Gabon pour rendre possible, notamment, la tenue de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) ; en imposant de juteux contrats dans la *copperbelt* zambienne pour faire main basse sur les ressources de cuivre si précieuses pour le développement chinois. Son successeur Xi Jinping peut aujourd'hui approfondir ce leadership, usant et abusant d'une diplomatie de la bienfaisance en développant la télémédecine notamment. Les prêts de la Chine à certains pays d'Afrique sont aujourd'hui au moins aussi importants que l'aide publique au développement (APD) estimée à 165,7 milliards d'US \$ selon la Banque mondiale en 2018. Au Cameroun et au Congo, l'APD chinoise équivalait dès 2014 à celle des États-Unis peu ou prou.

La période ouverte par la révolution numérique offre une occasion unique de repenser notre logiciel : sortir d'une consommation ostentatoire, façonnée par l'obsolescence programmée et ce que Pierre-Noël Giraud nomme avec raison « le commerce

---

1. PLIEZ O. et CHOPLIN A., *La mondialisation des pauvres, loin de Davos et de Wall Street*, Le Seuil, coll. « La République des idées », 2018.

2. Ministre des Affaires étrangères de Mao de 1949 à 1958 ; il se contente ensuite de son poste de Premier ministre, qu'il conserve jusqu'à sa mort en 1976.

des promesses<sup>1</sup> » ; imaginer une croissance inclusive, moins énérgivore, fondée sur des activités socialement et écologiquement soutenables ; accompagner les mutations technologiques en cours, en adaptant notre système de formation au changement digital, en redonnant ses lettres de noblesse, à l'école en premier lieu, à l'expérimentation, à la création, à l'initiative, au décloisonnement des savoirs pour produire des travailleurs polyvalents, aptes à réaliser ce que les machines même « intelligentes » ne sauront pas faire : miser sur la consilience (convergence des savoirs), valoriser les compétences émotionnelles (*soft skills*), faire de l'apprentissage en continu une règle de vie. Plutôt que de porter sur la finance un jugement négatif péremptoire, il faut redéfinir des règles qui permettent d'orienter l'épargne existante, considérable, vers des investissements soutenables : rêvons avec l'économiste Tim Jackson, défenseur d'une économie post-croissance (mais pas décroissante), à des obligations vertes à l'origine d'un *New Deal* vert<sup>2</sup>, et à une société de services intensifs en bien-être, n'entretenant pas une vaine consommation ostentatoire ; avec Jeremy Rifkin à une troisième révolution industrielle fondée sur la pile à hydrogène et les bâtiments éco-efficaces<sup>3</sup> ; avec Philippe Bihouix à une décroissance (compte tenu de la pression démographique mondiale, la réduction des émissions carbonées passe par la réduction de notre consommation énergétique<sup>4</sup>) ; avec Thomas Piketty à une fiscalité écologique pesant effectivement sur ceux qui génèrent la pollution, non pas les producteurs des pays pauvres, mais les consommateurs des pays riches...

Bien sûr, ces auteurs apparaissent souvent comme de doux rêveurs, tant les nuages s'amoncellent dans le ciel d'une croissance soutenable : comme le montre remarquablement Patrick Artus<sup>5</sup> l'essentiel de l'épargne mondiale continue d'être investie en bons du trésor américain, renforçant des niches spéculatives

---

1. GIRAUD P.-N., *Le commerce des promesses, petit traité sur la finance moderne*, Le Seuil, coll. « Points », 2009.

2. JACKSON T., *Prospérité sans croissance, les fondations pour l'économie de demain*, De Boeck, 2017, 2<sup>e</sup> éd.

3. RIFKIN J., *L'économie hydrogène* (La Découverte, 2002) et *La troisième révolution industrielle* (Actes Sud, 2013).

4. BIHOUIX P., *L'Âge des low tech. Vers une civilisation techniquement soutenable*, Le Seuil, 2014.

5. ARTUS P., *Discipliner la finance*, Odile Jacob, 2019.

dans une économie au bord de la surchauffe, en plein-emploi certes, mais avec un niveau de surendettement préoccupant. Pour que la mondialisation soit vraiment heureuse, cette épargne devrait s'orienter vers l'économie réelle des pays pauvres, là où le capital est insuffisant, mais où les promesses de rendement sont les plus importantes. Par ailleurs, les émergents se replient sur un protectionnisme dangereux et des spécialisations rentières : si l'on regarde la balance des transactions courantes de la Russie, on croit voir celle d'un pays en développement rentier en hydrocarbures (mais avec 1 600 têtes nucléaires opérationnelles) ; les émergents, dont beaucoup ont subi les PAS (programmes d'ajustement structurel) restrictifs du FMI, souffrent d'inégalités terribles, préjudiciables à la constitution d'un marché large et d'une démocratie représentative. Le débat est inépuisable entre les détracteurs de ces politiques d'austérité, parmi lesquels Joseph Stiglitz, depuis la parution de *La grande désillusion* en 2002, et Paul Krugman<sup>1</sup> ; et, face à eux, leurs thuriféraires (on pensera à Alberto Alesina, Carlo Favero et Francesco Giavazzi<sup>2</sup>, qui réhabilitent ces politiques en montrant que la plupart ont permis de renouer avec une croissance durable).

La tolérance aux inégalités<sup>3</sup> déterminera sans doute l'avenir conjoint du capitalisme et de la démocratie : l'individualisation des préférences, des consommations, le commerce et la concurrence des identités favorisés par le capitalisme créent une société en archipel. Les communautés et les territoires s'autonomisent, s'éloignent, se séparent, manifestant un égoïsme territorial<sup>4</sup>. Même en France, berceau de l'égalitarisme révolutionnaire, la préférence pour l'inégalité progresse<sup>5</sup>. Comme le note Emmanuel Todd<sup>6</sup>, ces sociétés sont horizontales, les strates sociales se superposent et échangent principalement en leur sein, sans qu'il y ait circulation, ou ruissellement, entre elles. Le digital a plus accentué que réduit cette compartimentation, les communautés

1. KRUGMAN P., *Sortez-nous de cette crise, maintenant !*, Flammarion, coll. « Champs », 2013.

2. ALESINA A., FAVERO C. et GIAVAZZI F., *Austerity, When It Works and When It Doesn't*, Princeton University Press, 2019.

3. On lira chez DUBET F., *La préférence pour l'inégalité*, Le Seuil, coll. « La République des idées », 2014, ou *Le temps des passions tristes*, Le Seuil, coll. « La République des idées », 2019.

4. DAVEZIES L., *Le nouvel égoïsme territorial*, Le Seuil, coll. « La République des idées », 2015.  
5. Voir notamment SENIK C., *L'économie du bonheur*, Le Seuil, coll. « La République des idées », 2014.

6. TODD E., *Après la démocratie, essai sur la décomposition des démocraties*, Gallimard, 2008.

virtuelles regroupant des individus ayant des préférences proches, se constituant d'ailleurs autour de ces préférences. La loi des appariements sélectifs (qui se ressemble s'assemble, dans son travail comme dans sa vie privée) se vérifie chaque jour un peu plus, et contribue à polariser davantage les sociétés d'une génération à l'autre. Dans un article maintenant célèbre, E. Fahri et I. Werning invitaient à repenser les politiques de distribution pour combattre ce creusement des inégalités héritées de son milieu socio-culturel d'origine, car « l'un des plus grands risques dans la vie est la famille dans laquelle on naît<sup>1</sup> ».

Les institutions qui faisaient lien entre ces composantes éclatées, culturellement, ethniquement, socialement, sont toutes traversées de convulsions et intègrent maintenant la concurrence et les préférences individuelles dans leur fonctionnement, l'école en premier lieu. Aucune forme d'autorité n'échappe à cette contestation, comme le prouve la légère progression du travail indépendant pour « échapper » à la hiérarchie, retrouver une liberté bridée par des managers intrusifs, etc. Philosophes, managers, sociologues s'interrogent constamment sur ce « faire société<sup>2</sup> », questionnent la ghettoïsation urbaine, les stratégies d'évitement scolaire... L'individualisation des préférences se retrouve dans le champ politique : le crépuscule des partis de gouvernement, la crise de confiance des syndicats, le dédain d'une part croissante des élites pour l'engagement politique, le recul du lectorat de la presse d'opinion, sont des signes de fragilité de la démocratie alors que les technologies du data permettent d'orienter nos choix politiques<sup>3</sup>, d'influencer notre jugement, comme l'a montré l'élection de Donald Trump à la Maison-Blanche en décembre 2016. Francis Fukuyama semble avoir vu juste en pronostiquant l'avènement d'une « citoyenneté du consommateur ». Mais il a eu tort en invoquant la « fin de l'histoire<sup>4</sup> », imaginant que la fin de l'Union soviétique signifiait

---

1. FAHRI E. et WERNING I., “Progressive Estate Taxation”, *Quarterly Journal of Economics*, 125(2) : 635-673 (<https://scholar.harvard.edu/fahri/publications/progressive-estate-taxation>).

2. DONZELOT J. MEVEL C. et WIEVEKENS A., *Faire société, la politique de la ville aux États-Unis et en France*, Seuil, 2003.

3. On lira sur ce point avec grand intérêt le récent essai de FOURQUET J., *L'archipel français, naissance d'une nation multiple et divisée*, Le Seuil, 2019.

4. FUKUYAMA F., *La fin de l'Histoire et le dernier homme*, Flammarion, coll. « Champs », 2009. La fin de l'histoire est pour lui la victoire du capitalisme libéral et de la démocratie représentative.

l'abolition de la lutte des classes et le crépuscule des idéologies. L'accroissement contemporain des inégalités réactive cette lutte des classes, pour la première fois menée non par les plus pauvres, mais par les plus riches. Comme le rappelait le milliardaire Warren Buffet, « il y a une lutte des classes, évidemment, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène la lutte. Et nous sommes en train de gagner<sup>1</sup> ». Beaucoup d'observateurs y voient d'ailleurs un processus de sécession des élites<sup>2</sup> à l'origine des désordres sociaux produits par le capitalisme dit « patrimonial » (ou « actionnarial », recherchant la *shareholder value*, la rentabilité la plus forte pour les actionnaires).

Quel visage alors le capitalisme peut-il prendre dans les prochaines décennies ? Les pessimistes miseront sur un capitalisme de la peur. Le progrès de l'individualisme, le désenchantement du monde, ont favorisé une aversion croissante au risque. Les acteurs qui promettent de contenir les dommages liés à ces risques sont promis à un bel avenir : assureurs vendant des produits dédiés aux viticulteurs anticipant les effets du changement climatique sur leurs vignes ; professionnels des marchés financiers vendant des actifs pour spéculer sur l'épaisseur du manteau neigeux dans les stations de basse altitude lors de la prochaine saison touristique<sup>3</sup> ; sociétés militaires privées offrant leurs services pour le maintien de l'ordre dans les États défaillants, ou aidant des états-majors à échafauder des plans pour lutter contre une guérilla locale. Les plus optimistes défendront un capitalisme de la coopération, plus que de la collaboration, une coopération entendue comme une intelligence collective apte à recréer une société de confiance en rendant impossible les comportements de passager clandestin<sup>4</sup>. Pour ce faire, comme l'explique Éloi Laurent, il convient de recréer un récit mobilisateur, un imaginaire collectif pour « donner du sens au passé et le relier au présent ». Et retisser des liens délités sous l'effet des mutations contemporaines.

---

1. Interview donnée à CNN, le 19 juin 2005, et reproduite par le *New York Times*, le 26 novembre 2006.

2. GUILLUY C., *No Society*, Flammarion, 2018.

3. GRAUD G., *Illusion financière*, Éditions de L'Atelier, 2014.

4. LAURENT É., *L'impasse collaborative, pour une véritable économie de la coopération*, LLL, 2018.





# Qu'est-ce que le capitalisme ?

« *Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisait de dire ceci est à moi, et trouvant des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misère et d'horreur n'eût point épargné au genre humain celui qui, arrachant le pieux ou comblant le fossé, eût crié à ses semblables : "Gardez-vous d'écouter cet imposteur ; vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous, et que la terre n'est à personne."* »

Jean-Jacques Rousseau, *Discours sur l'origine de l'inégalité* (1755).

Au moment d'écrire ses *Confessions*, Saint Augustin, confronté à la question « Qu'est-ce que le temps ? », avoue sa gêne : « Si personne ne me le demande, je le sais. Si je veux l'expliquer à qui me le demande, je ne le sais plus. » L'historien, le philosophe ou l'économiste éprouvent le même malaise lorsqu'il s'agit de définir le capitalisme. Ils sortiront sans doute de cette impasse par une pirouette, en déclinant leur réponse autour de trois autres questions, subsidiaires : que n'est-il pas ? Que peut-il être ? Quand surgit-il ?

Pour mieux l'appréhender, les intellectuels se sont souvent posé la question de savoir ce qu'il n'était pas. Tout d'abord, comme nous l'expose Rousseau, il s'oppose à la propriété collective du capital, ce qu'après lui nombre d'utopistes nommèrent communisme. Pour autant, le capitalisme est irréductible au libéralisme, il lui a préexisté et s'est même accommodé d'un dirigisme étatique, dès la Renaissance européenne, que n'auraient jamais accepté Benjamin Constant au XIX<sup>e</sup> siècle ou Milton Friedman plus près de nous. Ensuite, le capitalisme n'est pas l'économie de marché, mais sa perversion, sa strate supérieure et spéculative, entre les mains de négociants internationaux et de banquiers, comme le montre très bien Braudel à propos du siècle

de Philippe II<sup>1</sup>. Enfin, le capitalisme n'est pas soluble dans la mondialisation heureuse, adossée à une gouvernance mondiale qui aurait infusé grâce aux institutions internationales, depuis la crise de la dette et les années 1980. La plasticité du phénomène lui permet de se décliner en des formes innombrables : administrées (du colbertisme gaulliste au mercantilisme chinois) ; ultra-libérales (R. Reagan et M. Thatcher dans les années 1980) ; ordo-libérales (H. Kohl dans l'Allemagne réunifiée).

Qu'est-il alors ? Karl Marx, contrairement à Max Weber, réduit le capitalisme à un simple mode de production. Le producteur est contraint de vendre sa force de travail, et devient un prolétaire. Il accepte contractuellement cette perte de propriété par le salariat, qui le prive de la possession du bien qu'il produit en échange d'un salaire, tout en se mettant à la merci de celui qui possède le capital et n'a d'autre intention que d'accroître son profit. L'exploitation couplée à la machine et à la division du travail génère une aliénation, une déshumanisation qui transparaît notamment dans l'indifférence progressive de l'homme à son écosystème naturel. Le capitaliste met le prolétaire et la machine en concurrence, tirant les salaires vers le bas en menaçant le travailleur de lui substituer cet outil plus productif. Il crée ainsi une « armée industrielle de réserve » contrainte d'accepter un salaire de subsistance, sous la menace du chômage. Mais la concurrence imposée par le capitaliste le pousse à rogner sur ce salaire, à accroître la pression sur le « surtravail » pour garder davantage de plus-value. La révolution est inévitable et le capitalisme éphémère.

D'autres auteurs, héritiers du marxisme, pensent qu'il faut considérer le capitalisme comme un « système » (Bernard Chavance<sup>2</sup>), composé d'un ensemble d'organisations hiérarchiques et inégalitaires (les entreprises par exemple), plus ou moins soumises à des institutions construites par des interactions entre des individus (l'État, notamment) partageant un certain nombre de valeurs fondatrices. Ce système repose sur une exploitation mondiale des périphéries par le centre (Imma-

1. BRAUDEL F., *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Le livre de poche, 1993.

2. CHAVANCE B., « Organisations, institutions, système : types et niveaux de règles », *Revue d'économie industrielle*, vol. 97, 4<sup>e</sup> trimestre 2001.